

MOUVEMENT DE LA PAIX

Conseil du Bas-Rhin



Maison des Associations
1A, Place des Orphelins
67000 STRASBOURG
CCP 3 006 77 H - Strasbourg

Toute personne a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne (Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme)

ALSACE INFO PAIX

Strasbourg, le 11 décembre 2010

Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation Alger, 27, 28 et 29 novembre 2010

La première chose qui saute aux yeux dès qu'on pose le pied sur la terre algérienne, c'est, inscrite dans chaque geste, la fière souveraineté d'un peuple qui n'oublie pas le prix qu'il a dû payer pour arracher des mains du colonialisme français sa liberté et son indépendance.

Sentiment qu'exprimera intensément Louisa Hanoune, porte-parole du Parti des travailleurs d'Algérie, coorganisatrice de cette conférence avec l'UGTA et l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, dans le discours qu'elle prononcera en clôture de la conférence : « *En tant qu'Algérienne et au nom de tous les délégués algériens, au nom de l'UGTA, du Parti des travailleurs et de tous les délégués présents, j'exprime ma fierté pour l'organisation et la tenue de cette VIII^e Conférence mondiale ouverte en Algérie, terre de 1,2 million de martyrs pour l'indépendance, 56 ans après les débuts de la révolution.* »

L'autre impression qui a saisi tous les délégués dès leur arrivée — ils seront nombreux à le souligner dans leur intervention —, c'est la chaleur de l'accueil, la fraternelle hospitalité que leur ont aussitôt réservée les militants du Parti des travailleurs, qui, durant les cinq jours où étaient présentes nombre des délégations à la conférence, en ont assuré le bon déroulement avec rigueur et efficacité.

Cinquante-deux pays étaient représentés. Près de quatre cents militants ouvriers, politiques et syndicaux. Quarante-vingt-dix-sept d'entre eux ont pris la parole

Première à ouvrir cette conférence, Louisa Hanoune citait la phrase d'un responsable du FMI, Michel Camdessus, en 1991, devant le Bureau international du travail — « *Il n'y a plus de Nord ni de Sud, tous doivent appliquer le programme d'ajustement structurel* » — pour rappeler combien sont unifiées les luttes des peuples dans le monde entier contre la guerre et l'exploitation. Ajoutant, pour souligner l'unité de combat des peuples et des classes laborieuses :

Tous les intervenants qui se sont ensuite succédé ont dressé l'acte d'accusation le plus implacable contre un système social qui entraîne aujourd'hui le monde et l'humanité tout entière dans la guerre, la destruction, le chaos. Ils ont montré en même temps que partout, dans les conditions certes difficiles, les travailleurs et les peuples opposent une résistance farouche à la déchéance dans laquelle ce système voudrait les conduire.

Guerre contre les peuples

.....
Comme sont venus le dire les deux délégués d'Afghanistan, « *la guerre tragique menée contre le peuple afghan est aujourd'hui la guerre de l'administration Obama, tout aussi criminelle que l'administration Bush* ». Une guerre prétendument pour la « démocratie », pendant laquelle « *la production d'opium a augmenté de 30 % ; la violence contre les femmes et les enfants a augmenté elle aussi considérablement ; des milliers de civils ont été tués par les frappes aériennes* ».

Et l'orateur de montrer jusqu'où va le cynisme de ces criminels en rapportant les propos tenus il y a deux jours par le représentant de l'OTAN, qui a osé déclarer que « *l'Afghanistan est un pays où il fait bon vivre... bien mieux qu'à New York* ».

S'il est un peuple qui doit faire face à cette politique atroce de guerre contre les peuples, c'est bien le peuple palestinien, qui « *vit depuis si longtemps l'exploitation et l'oppression d'une nation entière qui ne compte pas moins de sept millions de réfugiés* », comme est venu le rappeler Salah Salah, membre du Conseil national palestinien.

Et ce, sur tous les continents, comme l'ont montré les délégués africains, du Sénégal, du Burkina Faso, du Tchad, de Centrafrique, du Nigeria, d'Azanie, du Burundi, du Lesotho, du Gabon, du Togo, du Bénin, d'Algérie et du Maroc..., les

délégués asiatiques, de Chine, de Corée, des Philippines, du Bangladesh, du Pakistan, de la Réunion et d'Inde..., européens, de Moldavie, de Tchéquie, de Belgique, d'Allemagne, de Russie, de Serbie, de Suisse, de Grande-Bretagne, de Hongrie, d'Espagne, de Turquie, du Portugal, de Roumanie, de Suède et de France..., du continent américain, du Brésil, du Mexique, d'Haïti, de Guadeloupe, de Martinique, du Venezuela et des Etats-Unis..., les délégués du Moyen-Orient, du Liban, de Palestine et d'Irak...

Louisa Hanoune soulignait encore une fois « *l'im-
lait que, « pour nous, il n'y a pas de distinction
entre pays forts et faibles, petits ou grands, mais
un combat commun contre un système capita-
liste qui vit une crise sans précédent et qui génère
les attaques les plus brutales contre tous les
peuples, précipitant le monde dans l'anarchie* ».

Vive Haïti

Contribution de Kathia Ridore

Parler de la guerre et de l'exploitation pour nous autres dans les pays à qui l'on hypothèque le développement, nous donne une sensation étouffante d'être enlisés et enserrés de toutes parts par des liens d'une histoire en forme de labyrinthe dont les issues semblent vouloir se refermer sur nous même.

La guerre aujourd'hui dans le monde prend des dimensions allant du brutal au subtil. Mais toujours avec le même objectif de maintenir l'hégémonie économique, sociale et culturelle des pays du centre. De ce fait, la guerre peut être déclenchée défiant toute logique et tout entendement humain comme le montre la guerre en Irak, qui a eu comme but principal la main mise sur le pétrole et le contrôle militaire et politique de la zone. Mais la guerre est également présente sous un autre angle quand une grande partie de la population mondiale souffre de la faim, n'a pas accès à l'eau potable, ni aux soins de santé de base, quand les personnes mènent une lutte acharnée pour garder leur dignité humaine, que bien souvent elles perdent.

Et cette dignité qui fait de nous des êtres humains nous luttons pour la garder au jour le jour. Vivant dans une pauvreté atroce, en proie à un problème structurel qui nous tient à la gorge depuis le lendemain l'indépendance, nous sommes un exemple type, tableau réaliste sans fard ni fioriture de ces peuples victimes historiquement de la politique mondiale luttant avec acharnement contre l'esclavage avilissant dans la première moitié du 19ème siècle.

Tout juste après notre surgissement extraordinaire à face du monde, les puissances esclavagistes mondiales ont commencé le boycott de notre fait d'arme. En fait accord avec les colons nationaux, les aliénés système colonial esclavagiste, les puissances nationales esclavagistes mondiales acculent la grande majorité de la population haïtienne à une pauvreté dégradante.

Aujourd'hui, après la catastrophe énorme du tremblement de terre du 12 janvier 2010 qui nous a laissé un lourd bilan de plusieurs milliers de morts et

millions de sans abris - catastrophe qui montre l'irresponsabilité et la faiblesse criante de notre Etat - nous remercions sincèrement et profondément tous les peuples ici présents qui ont fait un geste de solidarité et de secours envers nous en ce terrible moment. Sans vous, la situation aurait été pire. Vos mains secourables nous ont été salutaires. Un grand merci à vous.

Mais, plus de 10 mois après la catastrophe, le peuple qui au lendemain du drame avait cru que quelque chose de meilleur allait être tenté, se réveille lentement de son illusion. Il était d'ailleurs imprudent d'espérer mieux, puisque les tremblements de terre, les catastrophes ne changent pas les systèmes, mais augmentent seulement les douleurs.

Douleurs accrues quand on voit la MINUSTHA qui regroupe, depuis 2004, plus de 8 900 soldats et 4 400 policiers, dépenser la somme rondelette d'environ cinquante millions de dollars US par mois, dans un pays où l'on vit avec moins de deux dollars par jour.

Oui, douleurs accrues quand, en plus de la perte de souveraineté, nous voyons nos filles violées impunément, nos espaces universitaires perdre leurs valeurs symboliques sous les bottes de la Minustha, nos jeunes tabassés au vu et au su de tous. Oui la catastrophe a amplifié une douleur qui déjà nous rongait comme un cancer.

Permettez-moi de profiter de cette tribune où sont réunis tous les peuples victimes de l'exploitation et de la guerre, pour dire que sûrement nous avons besoin de la solidarité. Nous devons tous faire une chaîne de solidarité pour combattre les stratégies de ce système basé sur les guerres et l'exploitation.

Haïti n'a pas besoin de forces d'occupation, nous n'avons pas de guerre civile chez nous, nous avons plutôt une guerre à l'intérieur de l'estomac de nos enfants qui crie famine, une guerre qui fait que nos jeunes, qui n'ont pas accès à l'éducation de base, ont soif d'instruction.

Nos paysans n'ont pas besoin de forces d'occupation, mais plutôt d'une réforme agraire digne de ce nom, une réforme agraire qui pourra les libérer des chaînes d'exploitation et de domination bi-séculaire orchestrée par les maîtres du monde en synergie avec les classes dominantes locales. Une réforme agraire qui refusera tout dialogue avec l'économie de plantation alimentant la dynamique de ses propres intérêts.

De l'aide, oui nous en avons besoin. Nous comptons vraiment sur les aides amies, mais pas sur les cadeaux empoisonnés des pays exploités dont les conséquences vont jusqu'à la destruction de notre économie le dumping ; le peu qui nous reste comme terre disparaît sous les assauts des dernières distributions des semences OGM transitant aux travers des OI après le 12 janvier.

Devant l'accablante situation de mon pays et de tous les pays exploités du monde entier, il ne nous reste qu'à faire appel à une solidarité sincère, une solidarité dépouillée du masque d'hypocrisie. Un appel à serrement de coudes dans une lutte contre l'exploitation outrance des pays de la périphérie par les pays du centre et de déployer des initiatives d'émancipation à l'échelle internationale.

Car, seules les luttes de nos peuples nous permettent de marcher vers le « mieux être » qui devrait constituer l'assise de notre vie quotidienne. Nous devons, comme dit l'autre, nous engager à « renforcer la lutte pour la souveraineté de nos peuples, la souveraineté alimentaire, la souveraineté énergétique et la souveraineté des femmes sur leur corps et leur vie, et la reconnaissance de la diversité sexuelle. Nous devons construire des alternatives qui s'appuient sur l'accumulation des résistances et depuis les interactions à divers points de vue, anticapitaliste, anti-patriarcal, anticolonial et antiraciste, en même temps que nous avançons sur un autre paradigme fondé sur l'égalité, « bien vivre », la souveraineté et l'intégration fondées sur le principe de solidarité entre les peuples ».

Enfin, si en deux mots nous pouvons encore profiter de cette tribune pour exprimer les désirs et la volonté du peuple haïtien dans sa grande majorité à la face du monde réuni ici aujourd'hui, nous dirons comme l'explique le Professeur R. Belisaire dans son texte si « *La politique publique en Haïti* » : la population dans ses différentes composantes, jeunes, étudiants, femmes des quartiers populaires, ouvriers, petits paysans, chômeurs, etc. n'ont d'autres volontés que de voir un jour la prise en compte de ces revendications.

Et je vous assure mesdames, messieurs, qu'aucun force d'occupation ne peut nous aider à garantir ces prérogatives. Seule une lutte permanente contre ce système, contre l'exploitation, contre l'exclusion, une lutte contre les colons nationaux et internationaux peut nous aider à arriver à bon port.